

Contre le règne périlleux de la violence et de la gabegie

La démocratisation salvatrice

Dans un régime pluraliste, les sociologues estiment que l'aspiration populaire au changement devient, après un certain temps de gouvernement, une fatalité démocratiquement, politiquement, économiquement et socialement salutaire. Elle émane, selon eux, d'une forte et naturelle croyance chez la majorité du peuple qu'un nouveau régime serait, dans tous les cas, meilleur que l'actuel, épuisé sous le poids du temps. Le caractère extraordinaire des performances que l'ancien régime aurait accompli durant les années passées ne changeant en rien à cette fatalité.

Dans toute contrée, la majorité constituée de classes démunies ne pouvant être satisfaite totalement, aspire toujours au mieux. Rien n'est donc plus humainement normal que progressivement elle adhère et vote en faveur du changement symbolisé par le discours plutôt critique, et promoteur de l'opposition, celui du gouvernement étant mis, en vain, à l'épreuve de la réalité. Selon les théoriciens du changement fatal — via les urnes, dans un Etat pluraliste, seul le maintien au pouvoir par la force, s'exerçant par le biais de la fraude électorale, de l'exclusion et de la répression sous toutes leurs formes pourrait périssement mettre en branle cette loi et à son travers, la pacification de l'espace politique qu'assure le primat de la loi et de la justice.

Dans cet ordre d'idées, c'est une lapalissade de dire que la militarisation patente de l'espace politique mauritanien depuis les 08 et 09 juin 2003 provient de cette chaotique tendance du système à vouloir gouverner et se conserver, en dehors des lois apaisantes de la démocratie. Lois dont l'application objective, transparente et équitable entre différents protagonistes politiques, a toujours fait défaut au profit du parti-Etat. De la Sierra lionne au Libéria, en passant par la Côte d'Ivoire et Haïti, l'expérience des nations nous enseigne que dans un Etat théoriquement pluraliste, c'est le règne durable de la fraude, de la répression, de l'injustice et de l'exclusion des forces réelles de l'opposition qui réveille, quelque part, les démons de la grande muette, plongeant ainsi fatalement les plus pacifiques des peuples dans le spectre de l'instabilité politique et des guerres civiles! On oublie généralement qu'il n'y a pas de barrière infranchissable hormis la barrière démocratique. Souvenons-nous du climat socialement et politiquement tendu (islamistes en prison sur fond d'une amère alerte médiatisée que le pays serait au bord du chaos terroriste) dans lequel intervint le putsch du 08 juin 2003. On oublie aussi que l'atmosphère d'instabilité (société à l'affût de la violence, terrorisme, coup d'Etat, guerre civile, criminalité organisée) est inductible

ment déstabilisatrice du régime en place. Dans une démocratie, c'est à ses risques et périls qu'un système entretient médiatiquement le spectre de la violence. Comme c'est à ses risques et périls qu'il se conserve par la violence ou la coercition illégale. Le malheur, c'est que quand même, nous, Mauritanien, sommes conscients, depuis le 08 juin 2003, que désormais on n'est point à l'abri d'une africanisation apocalyptique. Sous le dit règne, le système ne cesse de faire monter d'arrogance et d'unilatéralisme périlleux, au nom de la sauvegarde des intérêts suprêmes de la nation confondus fatalement avec sa pérennité. Paradoxalement, il s'est toujours avéré qu'il en était le vrai et l'unique fossyeur! Paradoxalement aussi, le règne en question apparaît sans fin comme les épisodes postérieurs (la présidentielle du 07 novembre et ceux relatifs aux affaires du président Haidalla et ses amis du PCD) le laissent supposer.

Depuis les événements de juin 2003 et leur prolongement du 08 Août 2004, la nation est exposée au spectre de la violence politique et des guerres civiles. Le régime de Nouakchott continue à reporter sine die la thérapie salvatrice: l'urgente démocratisation du pays. Démocratisation qui, tout en permettant le fonctionnement normal des institutions constitutionnelles, démocratiques et républicaines, ouvre la voie à l'exercice des libertés publiques et à l'alternance pacifique, loin du fantôme de la violence "punitive". Démocratisation rompant radicalement avec cette démocratie spectacle derrière laquelle se cache et se prolonge une dictature se maintenant par la fraude, l'exclusion, la répression, l'instrumentalisation de l'administration et de la justice et la transgression des lois de la république. Dans ces conditions, il est clair qu'il s'agit d'une violence politique s'exerçant illégalement contre les forces de l'opposition et de la société civile. Ce qui est source permanente de tensions et de dérapages. Quand, dans un Etat pluraliste, la gestion des affaires politiques et économiques d'un peuple se fait loin des normes universelles de la démocratie, des mécanismes de supervision et de punition s'y rattachant, la suspicion s'installe au sujet de la légitimité populaire et démocratique du régime en place. Et autant celui-ci répond aux manifestations conjoncturelles par les interdictions administratives, la répression et l'exclusion sous toutes leurs formes, autant cette suspicion devient légitime. Il ne sert à rien de nier que depuis 1991, la Mauritanie offre malheureusement l'image de cette démocratie spectacle, le système apparaissant en guerre contre la démocratie réelle et ne tolérant qu'une démocratie simulacre. Guerre où tous les moyens et institutions de la république sont mobilisés pour

l'opposition et ses leaders, socle pourtant de toute construction démocratique. La catastrophe, c'est que l'absence d'une démocratie réelle est aussi destructrice de la paix que de l'économie d'une société. En effet, il y a forcément gabegie, détournement de deniers publics, corruption et autres crimes économiques nuisibles à la prospérité d'un peuple, dans tout système totalitariste ou faussement pluraliste, pour la simple raison qu'il n'y a pas séparation effective entre pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Cet état des choses fait que chaque responsable politique, en raison de son allégeance au chef de l'état, pourrait en toute impunité commettre des crimes économiques contre les intérêts suprêmes de la nation. Dans un Etat où la fraude électorale et l'affiliation de la justice à l'exécutif sont érigées en véritable système de gabegie, le détournement des deniers publics et autres crimes économiques relèvent de maladies incurables présageant une faillite inéluctable de l'économie nationale. Aujourd'hui, personne n'ignore que le projet d'une république démocratique apaisée en Mauritanie est agonisant et incertain. En vue de lui donner vie, de le rendre rassurant et de mettre la société à l'abri des canons, un patriotisme démocratique s'impose. Il y a lieu de reconnaître tout d'abord qu'aux racines de tous les maux il y a l'empire impérisable de la fraude électorale. A ce titre, la culture de la fraude doit être solennellement déclarée comme un fléau national et médiatiquement combattu. Aux services de l'administration, de la justice, de la sécurité et de l'armée, il doit être officiellement cultivé qu'ils sont au service du peuple, de la république et de la démocratie. Cultiver chez eux le contraire risque de tourner contre le système et les institutions de la république. La continuité sous une forme où une autre des réflexes et mentalités totalitaristes rétrogrades, génère la violence dévastatrice des personnes et des institutions. L'histoire lointaine et contemporaine ainsi que l'actualité internationale nous l'apprennent. Gage de toute démocratie dissuasive de la gabegie punitive de ses auteurs et du coup moralisatrice des fossyeurs des intérêts suprêmes de la nation — intérêts économiques et sécuritaires, la culture de la transparence électorale a été, 13 ans durant, méthodiquement saccagée par un système manifestement décidé à se conserver durablement aux commandes d'un Etat séquestré et géré non pas tel une république où tous les mauritaniens jouiraient des mêmes droits et obligations, mais comme une propriété privée soumise aux incartades de ses maîtres. Une propriété de laquelle sont exclus d'office tous ceux qui s'opposent, conformément à la légalité

constitutionnelle et républicaine, au pouvoir en place.

Le propre d'une démocratie fonctionnant normalement, c'est de contribuer à la moralisation et à l'assainissement de la gestion des affaires économiques, politiques et sociales de l'Etat. Et ce grâce au fonctionnement normal de ses instruments d'élections transparentes, de contrôle et de sanction — via les urnes et la justice indépendante — érigés en véritable épée de Damoclès sur la tête des élus et responsables tenés par la gabegie. Or, c'est un secret de Polichinelle que de dire que de 1991 à nos jours, tout est sciemment entrepris pour que notre démocratie soit dysfonctionnante, lacunaire et éminemment frauduleuse. Déchantés par le saccage systématique du projet pluraliste de 1991, les Mauritanien sont devenus fatalistes. De ces mauritaniens il est curieusement exigé, à Kiffa, une opinion publique vigilante prête à défendre les acquis de la république et de la démocratie. De quels acquis s'agit-il? On oublie souvent qu'un peuple, pour défendre ses institutions républicaines, doit sentir qu'il en est authentiquement la source, le contrôleur et éventuellement le porteur de sanctions. L'inquiétante passivité du peuple mauritanien face aux événements de juin 2003 indique qu'il est encore loin d'être nourri d'un tel sentiment! Cultivons donc chez lui dès à présent ce sentiment, par l'instauration d'une démocratie non frauduleuse. L'absence d'une volonté présidentielle de démocratiser la vie politique (déclaration solennelle d'organiser des élections législatives anticipées avec toutes les garanties de transparence, amnistie générale en faveur des victimes des procès politiques injustes, reconnaissance du PCD, ouverture des médias officiels aux forces de l'opposition et de la société civile) ajoutée à la crise économicopolitique, rend la situation insoutenable. D'un côté, une telle absence signale aux pirates que la fin du dysfonctionnement des institutions de contrôle et de sanctions démocratiques, encourageant jusque là leurs crimes économiques, n'est point pour demain et qu'à ce titre, ils peuvent continuer en toute impunité leur crime contre le peuple. Rien n'est moins révélateur de l'impossible auto-réforme du système que le fait que le président de la République ait reconnu la culpabilité des siens. Rien n'est entrepris judiciairement contre eux et aucun réforme démocratique n'est déclarée à titre dissuasif et moralisateur. Comme à l'accoutumée, le traitement fut par le spectacle avec quelques changements de visages pour que la réalité, les réflexes et les constantes du système restent intactes!

Aussi longtemps donc que la pratique pluraliste demeurera boiteuse et

lacunaire, on parlera, en vain, de bonne gouvernance, de moralisation de la vie politique, économique et de réformes judiciaires et administratives. D'un autre côté, l'absence d'une volonté présidentielle de démocratiser la vie politique, constitue en elle-même un facteur de déstabilisation de l'Etat et de la société. Puisque, c'est dans un environnement démocratiquement malsain, contesté et exclusif des forces réelles de l'opposition démocratique, que les putschistes s'activent. Ceux du 08 juin 2003 ne martelaient-ils pas sur les ondes d'Al Jazeera et autres que leur objectif était justement de libérer le peuple mauritanien d'un régime dictatorial? Plus que tout temps cependant, le verbe ne doit pas céder la place au langage de la force. Dans cette optique, le rôle de la classe politique et intellectuelle mauritanienne est primordial. Elle doit faire preuve d'un patriotisme démocratique désintéressé et salutaire, constamment défenseur des valeurs de la république, de l'Etat de droit et de l'indépendance de la justice. C'est en effet historiquement vérifié que la démission de cette classe face à l'arbitraire prélude à l'irréparable. Entendre par exemple des responsables et intellectuels parler de la Mauritanie comme modèle de démocratie dans la région est tout simplement autant grave que ridicule. Quant on sait que dans cette région, elle constitue l'exception qui confirme la règle, dans une région qui se démocratise via d'une part, l'ouverture de ses pouvoirs respectifs aux forces de l'opposition et d'autre part, à travers l'éclipse des signes de fraude organisée, de la violence et de la répression contre celles-ci. Comment peut-on parler d'une Mauritanie modèle de libertés quant on sait qu'alors au Maroc — avec le parti de la justice et du développement — et en Algérie — avec le parti de la réforme dont le président rivalisa avec Bouffeflika sans connaître pour autant le destin de Haidalla — l'exclusion des mouvements islamistes de l'opposition relève depuis des années d'un passé révolu? Ignore-t-on que dans la région, seul le régime de Nouakchott continue de voir, contre toute logique ou dynamique pluraliste, dans sa déstabilisation démocratique par les forces réelles de l'opposition, une déstabilisation de l'Etat ou un projet de coup d'Etat? Nouakchott n'est-elle pas l'unique où l'approche sécuritaire est encore prédominante vis-à-vis de l'opposition et ses leaders? Dès lors, larguer les plus prétentieux au fauteuil présidentiel derrière les barreaux en les privant de leurs droits politiques à travers des procès injustement montés, n'est elle pas une pratique tristement mauritanienne dans la région? Enfin n'est-il pas vrai qu'au moment où, au sortir des présidentielles, chez nos voisins, les libertés, l'Etat de droit et l'indépendance de la justice sont renforcés, ce triptyque en sort périodiquement décadent chez nous!

Plus que jamais, l'intelligentsia doit se garder de théoriser pour la violence.

Contre le règne périlleux de la violence et de la gabegie

La démocratisation salvatrice

Suite de 8

politique contre laquelle elle est censée s'opposer et être soucieuse d'apporter des solutions. La mission de l'intelligentsia (éditorialistes des journaux en particulier) dans toutes les sociétés pluralistes est de défendre le modèle démocratique comme mode idéal de cohabitation pacifique entre ethnies et sensibilités diverses, en ce sens que le fonctionnement normal met l'ensemble des acteurs et tendances sociales et politiques à l'abri des injustices sociales, de l'exclusion et du spectre de la violence. Il est déplorable d'entendre des intellectuels donner libre cours à l'amalgame et brouiller les cartes, pour trouver des excuses au statu quo démocratiquement et 'républicainement' contesté. Défendant l'indéfendable au moment où la patrie s'enflamme, ils reprennent superficiellement et sans convaincre la rhétorique officielle parlant de tout sauf de la thérapie. Les causes du cancer que sont la fraude et le dysfonctionnement généralisés des institutions constitutionnelles sont délibérément occultées. Dans cet effort visant à justifier l'injustifiable, certains avancent l'alibi du tribalisme et de l'ignorance, oubliant que notre peuple n'est pas plus tribaliste et analphabète que le peuple indien dont la république est un modèle vérifié de démocratie à l'échelle planétaire. En outre, le tribalisme et l'analphabétisme chez nos voisins n'ont pas été un obstacle à leur évolution institutionnelle et politique et l'alternance n'a pas provoqué leur chaos. Le Mali en particulier ne s'est t-il pas mué, autant ou plus que le Sénégal, en modèle de démocratie et d'alternance constitutionnelle dans la région? N'avons-nous pas pourtant amorcé notre processus démocratique en même temps que Bamako, sinon avant?

En réalité, c'est dans un pays miné socialement par le tribalisme et l'ignorance que le besoin d'une démocratie réelle, n'excluant aucune partie de la rivalité politique et soumettant tout le monde au même pied d'égalité devant les lois de la République, devient une urgence. Au lieu de se transformer en laudatrice fuyant au premier coup de canon (juin 2003), la classe politico-intellectuelle doit faire montre d'un patriotisme sauveur en réfléchissant sur les raisons qui expliquent le non retour chez les voisins, de la culture des coups d'Etat, contrairement à nous. La gravité de la situation interpelle un esprit républicain de notre intelligentsia. D'autant plus que la logique du moi ou le chaos à travers laquelle le pouvoir gère le pays noircit son avenir politique et social.

De fait, "se résigner au statu quo ou sombrer dans la désintégration sociale"! Voilà le dilemme devant lequel le régime semble, au vu de sa rhétorique sur la "sauvegarde des intérêts supérieurs de la nation", vouloir placer le peuple mauritanien. Les forces du changement seraient des criminels à

garder sous haute surveillance sécuritaire pour les renvoyer, au cas où ils deviendraient démocratiquement inquiétants, derrière les barreaux! Manifeste violence politique! pas question que le peuple manifeste en masse pour ne pas mettre à nu devant l'opinion nationale et internationale les politiques populairement contestées du système et la passion du peuple pour son changement! Manifeste violence politique. Pour les détracteurs du président Ould Taya, parvenu manu militari au pouvoir, sa constance symbolise celle d'une ère théoriquement révolue mais pratiquement impérisable sous son règne. Il est le président ou plutôt le guide d'un processus démocratique saccagé hélas en son nom et en sa faveur. Qu'il le sache ou non est une affaire interne au système. Pour nous, observateurs, il y a une constance: un système qui, 13 ans durant, saccage une démocratie. Dès lors, il devient démocratiquement contesté. Le président de la république doit se rendre compte que pour l'intelligentsia patriotique et désintéressée à laquelle nous appartenons et qui croit que la thérapie est exclusivement démocratique, pour une Mauritanie en proie à toutes les incertitudes, ses réflexions et propositions dépassent le personnel pour concerner l'institutionnel qui perdure au-delà des hommes. Dans ce cadre, nous disons que ce qui est impératif, c'est un système. Puisque, monsieur le président, le bilan et la réalité parlent d'eux mêmes. 13 ans durant ce système combat la démocratie, l'Etat de droit et l'indépendance de la justice, au lieu d'en respecter les fondements dans une dynamique constructive d'un Etat structurellement pluraliste. 13 ans durant, monsieur le président, ce système dilapide et pirate sans gêne les richesses de la nation, se montrant en panne de stratégies capables de résoudre la crise multidimensionnelle. Pour ce qui est du développement et de la modernité politique du citoyen, de l'Etat et de la société, ce système, monsieur le président, n'est bon à rien, sinon pour exclure, réprimer, opprimer, emprisonner toutes les voix opposées de bonne foi, pour contribuer à la démocratisation de la patrie et à son développement politique, économique et social.

Dans une société quasiment bi ou tri raciale, la multiplication des partis de masse (ceux qui par la force des circonstances et la conviction des citoyens rassemblent et intéressent un nombre important de gens issus des 3 composantes majeures de la société: Beydanes, Hartanes, et Négro-mauritaniens) est un phénomène hautement salutaire pour la préservation de la paix, de la cohésion et de l'unité nationales, au sein d'une société civile subissant irréversiblement les contrecoups du pluralisme politique.

Or monsieur le président, 13 ans durant, et comme le révèle le cas du PCD, l'insouciance de votre système sur ce point, pourtant décisif pour une évolution progressivement harmonieuse de la société et le maintien de ses équilibres fondamentaux, est tout à fait inquiétant. Et ce, en dépit du fait que la multiplication des partis de masse (au lieu de ceux chimérique sans aucune portée réelle au sein de l'opinion publique et des différentes couches sociales, mais savamment entretenus au fins de propagande par le pouvoir) retarde l'alternance, mais cultive une vraie pratique démocratique partisane, salutaire pour l'unité et la paix sociale et préparant du coup, les populations à une alternance mûrie, chère à une certaine élite de la majorité tristement silencieuse en la matière. Paradoxes, hélas, révélateurs d'un système n'envisageant guère, au-delà du discours et de la propagande, ni une alternance pacifique, ni aucune construction sur des bases solides et saines de la démocratie. Construire celle-ci, c'est préparer démocratiquement son départ. Or l'hypothèse n'est pas, paraît-il, pensée par le pouvoir. En s'opposant, excellence, à la multiplication des partis de masse, à travers leur exclusion forcée, le système mine en réalité non seulement les fondements de la république, de la démocratie et de l'Etat de droit, mais ceux de l'unité, de la paix et de la cohésion nationale. De même que, ce faisant, le système s'oppose par la coercition illégale à l'effectivité d'une pratique partisane préalable à l'existence d'une société civile et d'une opinion publique encadrées et actives. Or ce sont les partis de masse que les autorités combattent qui se chargent de l'encadrement et non ceux de l'élite qu'elles entretiennent. Paradoxes! Pour les barons du système, monsieur le président, les richesses de l'Etat se gèrent, telle une propriété privée interdite à tous les citoyens exceptés ceux qui lui prêtent en mal de conscience, sermon d'allégeance et de fidélité. Dans la logique du système, monsieur le président, l'administration est sommée à fonctionner comme une machine frauduleuse, la justice comme un moyen de règlement de compte et les services et forces de sécurité de l'Etat comme un moyen d'espionnage et de répression. La réforme s'impose donc, monsieur le président! Stratégiquement décidé à se conserver, non pour servir l'Etat et la démocratie mais en vue de pirater le premier, loin du regard bienveillant des institutions de la seconde, le système constitue une entrave sérieuse devant tout développement économique et politique. Tous les moyens seraient "bons et légitimes" pour sa conservation! Les exigences du patriotisme, les gardes vous de l'histoire, de la loi, de la morale et de la religion s'effacent périlleusement face à l'aveuglante cupidité des avocats de l'ordre établi. Parachutés et maintenus

durablement aux postes de responsabilité les plus sensibles, au-delà des critères de la normalité républicaine et démocratique, de la compétence et de l'intégrité morale, certains responsables du système immunisés par ses barons se permettent d'une gomme d'outrepasser arbitrairement les lois de la république dument votées par le peuple et censées incarner sa souveraineté. Les exemples abondent dans ce sens. Le plus récent étant le refus du "directeur des libertés publiques" de recevoir le dossier du parti de la convergence démocratique (PCD) en violation flagrante de la loi sur les partis. Règne écoeurant de l'arbitraire dans un Etat qu'on dit de droit! Manifeste exercice de la violence politique illégale et illégitime! Quand comprendra-t-on que le règne de l'Etat de droit ne se vante pas sur les médias, mais se vérifie par la non exclusion des partis de l'opposition et le respect de ses droits et libertés constitutionnels? Si dans l'histoire des nations, rien n'est moins normal que de faire face à des moments frôlant le chaos, rien n'est moins hasardeux pour l'évolution harmonieuse de ces nations que l'indécision et les tergiversations des chefs d'Etats au moment où il faut agir pour sauver la nation de l'irréparable. Vivant depuis juin 2003 au rythme de la violence et des incertitudes politiques, doublé d'une démolissante crise économique et sociale, la Mauritanie interpelle le patriotisme de tous ses fils, le président de la république en premier lieu. Ceux qui 13 ans durant assureraient les mauritaniens que le statu quo était stabilisateur et sauveur, doivent reconnaître qu'il ne l'est plus depuis juin 2003 et que le 08 Août est venu le confirmer. La crise de légitimité du régime issu des présidentiels du 07 Novembre d'un véritable coup d'Etat électoral il faut le dire parce que tout dans l'opération électorale l'indiquait et l'annonçait peut être dépassé par un dialogue sauveur entre pouvoir et opposition. Dans cette perspective, l'initiative et les efforts courageux de l'UFP sont à saluer car ils dénotent d'un exceptionnel patriotisme salutaire. Car rien n'est plus propice aux coups d'Etat et à la violence politique et sociale que ce climat de rupture entre les forces détenant la réalité du pouvoir et celles symbolisant la réalité de l'opposition, sévissant depuis le 07 Novembre. A Kiffa le président Taya a certes reconnu la gestion gabegique de l'économie et de l'administration du pays. Néanmoins sa volonté d'assainir cette gestion demeurera vaine si elle n'est pas accompagnée d'un assainissement de la gestion politique. Comme on l'a vu, la moralisation de la gestion économique, administrative et judiciaire passe obligatoirement par l'assainissement démocratique. Et il est temps que le chef de l'Etat le sache et agisse en conséquence pour l'intérêt général de la nation. Et ce n'est pas la mafia l'entourant qui le lui conseillera. Eparpillés au sein du corps étatique, les éléments de la mafia sécuritaire, politique et économique vivent de la gabegie, de la corruption et de détournement des deniers publics. Peu sou-

cieuse des normes de bonne gouvernance, elle dirige, à terme et à son bénéfice, le pays et le peuple vers une faillite généralisée. Dès l'instant, sa neutralisation politique devient un devoir national. Dans une démocratie qui s'institutionnalise sur le terrain de la pratique, pas celui des médias, tout ce qui touche à l'intérêt général est vainqueur et tout ce qui a trait aux intérêts égoïstes est perdant. En effet, grâce à l'institutionnalisation d'un Etat de droit et d'indépendance de la justice, indissociable d'une dynamique pluraliste, le citoyen, les partis, les syndicats, la presse et toute la société civile s'immunisent institutionnellement contre l'arbitraire de l'oppression et de l'inégalité. Pour les pirates de l'économie cette institutionnalisation est un épouvantail. La bonne gouvernance aura enfin un sens. Ensuite, grâce à l'institutionnalisation médiatisée d'une culture de transparence électorale, le lien, fictif sous l'empire de la fraude, entre l'électeur et son élu se réalise et aurait l'avantage que ce dernier s'intéresse sérieusement aux préoccupations locales, nationales et internationales du premier sous peine de se voir sanctionner aux prochaines élections. En fin dans un espace marqué par une rivalité démocratique sans failles, la crise de légitimité facteur d'instabilité n'a pas droit de cité. La transparence des urnes stabilise donc le système politique et à son travers l'Etat. La crédibilité des institutions officielles de la république devient incontestée. Mieux, nationalement et internationalement défendable dans un monde peu amical avec les régimes issus de la violence.

Avec un peuple éminemment pacifique, comme le nôtre, réussir un processus démocratique est une affaire d'une année. Il suffit que le chef de l'Etat le veuille en respect du pacte social. L'expérience Malienne le prouve. Persévérer dans la fiction d'un processus démocratique, 13 ans après, c'est vouloir sous des prétextes autant fallacieux que manigancés, prolonger 13 ans encore la séquestration de toute une nation. C'est tout simplement s'obstiner à laisser la Mauritanie moisir au risque d'éclater, sous le règne d'une élite qui, plus que jamais, doit, par une démocratisation urgente et salvatrice, prouver qu'elle est du peuple et là pour répondre à son aspiration légitime de vivre à l'instar des nations voisines et lointaines sous l'empire d'une république, institutionnellement démocratique, et où tous les mauritaniens se sentiraient, enfin, égaux devant la loi et maîtres de leur destin politique et économique.

En bref, la gravité de la situation en Mauritanie est telle qu'il doit être patriotiquement décidé d'y mettre fin au règne exercé et hautement risqué de la violence et de la gabegie, illégitimement organisées contre la société, son développement, son projet pluraliste et les normes de la république.

DR MOUSSA OULD HORMA
OULD BABANA